

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'HÔTEL DE VILLE DE LIÈGE, NOTAMMENT SUR LA POSITION DE LA FRANCE SUR LES EUROMISSILES ET LE DÉSARMEMENT, VENDREDI 14 OCTOBRE 1983.

14 OCTOBER 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monseigneur,

- Madame,

- Monsieur le bourgmestre,

- Mesdames et messieurs,

- Me voici presque au terme de ce voyage officiel "d'Etat", quel que soit mon -état, mes sentiments restent les mêmes. Me voici une nouvelle fois à Liège, une nouvelle fois aussi au coeur de votre histoire et de l'Histoire tout court.

- Dans cette cité vieille de treize siècles, à deux pas de l'endroit où naquit le premier visionnaire et le premier fondateur de l'Europe : Charlemagne. Assurément, Liège, monsieur le bourgmestre, c'est d'abord pour moi l'amie, la très vieille amie de la France. Liège, petite France de la Meuse, disait Michelet, mais aussi grande Liège, dans une région et une province proches de nous par tant d'aspects.

- Votre ville est mêlée à notre histoire comme nulle autre cité extérieure. Vous nous avez envoyé vos artistes, vos créateurs, je pense en cet instant à vos musiciens, de Grétry à César Franck, et puis nous vous avons apporté, nous aussi, après avoir profité de vos techniques - en-particulier celle de l'imprimerie - nous avons apporté en échange, à vos ancêtres, un certain nombre de nos atouts avec, de part et d'autre, cette flambée que provoqua l'esprit des Lumières, flambée qui aboutit à la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens, que nous avons à partager, si j'en juge par les grands esprits qui l'inspiraient.

- Et pourtant comment oublier tout à fait l'amour déçu, parfois l'amour trahi, de Liège victime, en une circonstance lointaine heureusement, mais tragique et fameuse, Liège, victime de sa fidélité `Sac de Liège`.

- Nous en parlions tout à l'heure dans une autre enceinte. L'habileté n'est pas nécessairement duplicité et, chaque fois que nous venons à Liège, nous pensons que ceux d'entre vos ancêtres, qui eurent à souffrir de leur amour pour nous, restent en même temps comme le modèle de la droiture, de la constance, au-delà du mal reçu ou de l'ingratitude. Cela ne veut pas dire, pour autant, que les Liégeois soient simplement faits pour recevoir des coups ! Leur histoire montre assez que, si le coeur parle en eux, ils ont assez de résolution pour savoir ce qu'ils ont à faire quand il le faut.\

Mais devrais-je parler de notre langue ? Car cela nous réunit plus encore et nous donne une manière commune de voir le monde, cette langue que nous parlons ensemble. Liège, votre ville, monsieur le bourgmestre, membre de l'Association des métropoles de langue française, siège de nombreuses conférences scientifiques, culturelles et qui contribue avec force à l'enracinement de cette langue, à sa maintenance dans le présent, à l'ouverture vers l'avenir.

- Cette amitié entre Liège et la France trouve aussi, vous l'avez dit et je ne crains pas de le répéter, son origine dans les épreuves subies au-cours des deux récentes guerres mondiales qui ont marqué nos générations. Le peuple Français n'a pas oublié et n'oubliera pas l'héroïque défense que vous évoquiez lorsqu'en 1914 elle a retardé l'avance de l'armée ennemie et a permis à mon pays de regrouper ses forces pour livrer la bataille décisive sur la Marne. Et comme il était naturel que le Président de la République française vint avec le général en chef des armées alliées ici-même pour remettre la plus haute distinction du premier Ordre national de France qui porte ce nom d'Honneur !

- Oui, Liège est une ville où l'on a le sens de l'honneur. Mais s'étonnera-t-on, après cette esquisse d'un récit, que l'esprit de résistance ait toujours animé votre peuple, que rien n'ait jamais pu le faire plier ? Volonté affirmée au-cours de la seconde guerre mondiale que nous avons vécue, nombreux d'entre vous comme moi-même, je veux dire nombreux de ma génération et celle d'alentour, malgré les drames dont témoigne l'Enclos des Fusillés, ce monument national belge à la résistance et ses héros, ses héros survivants parmi lesquels j'aperçois la figure du baron Pierre Clerdent, chef de l'armée nationale

clandestine.\

Une telle volonté de vivre est le premier de vos atouts dans les difficultés d'aujourd'hui comme celles d'hier. En témoignent, avec votre population nombreuse, active, créatrice, vos industries, en dépit de la crise, votre université, vos écoles d'ingénieurs, vos établissements culturels. J'en parlais à ceux qui m'accompagnent, venant vers vous, et nous nous attardions sur les multiples preuves d'une alacrité, rapidité d'une présence intellectuelle dont la littérature et les arts de France tirent encore un grand profit.

- Vous disposez, mesdames et messieurs, des armes nécessaires pour triompher de toute adversité et pour que votre ville et la Wallonie tout entière disposent de l'élan nécessaire. Vous savez que la France ne se pose pas en exemple bien qu'elle ait souvent, et souvent aussi à bon droit, quelque raison d'être sûre d'elle. Nous avons, nous aussi, nos problèmes, nos divisions, nos contradictions, nos régions en péril et ce chômage qui frappe si durement notre jeunesse. Mais la France vous dit par ma voix, celle du Président de la République française, qu'il n'y a pas de problème sans réponse. Le pays de Liège a donné, encore récemment, des preuves éclatantes de sa capacité d'innovation. J'évoquais le patrimoine intellectuel, dois-je ajouter les ressources technologiques, le savoir-faire ouvrier ? Ils sont là et ils rendront tout ce qu'ils doivent donner, dès lors que les moyens seront tous rassemblés.

- Oui, je suis sûr que votre ville, qu'une ville comme la vôtre, dispose des atouts et peut construire les instruments de sa présence dans le monde moderne après avoir tant illustré, à ce carrefour de l'Europe, par ses capacités industrielles et, je viens de le rappeler à l'instant par son savoir-faire ouvrier, comme par l'imagination, avoir montré tant de chemins qui ont été suivis.\

Vous avez évoqué, monsieur le Bourgmestre, quelques problèmes de l'heure. Je vous remercie d'avoir bien voulu rappeler que la France, dont j'ai la charge, reste, d'abord et surtout, fidèle à elle-même. Tenir compte de ce qui nous entoure, de ce qui vient du mouvement international des échanges et s'impose, bien entendu c'est une obligation. Mais aucune obligation ne nous contraindra jamais, ne me contraindra jamais à changer de direction. Ce n'est pas affaire de pénurie ou d'abondance, contrainte dont nous ne sommes pas toujours les maîtres, faut-il le dire, et qui, par contagion, atteint notre pays. Ce n'est pas l'abondance ou la pénurie qui change la nécessité de rechercher toujours une plus juste répartition du profit national car, ceux qui font l'essentiel de l'effort, ceux qui apportent le plus gros des ressources, doivent se sentir pleinement citoyens sur le -plan économique et sur le -plan social comme on le proclama, il y a si longtemps sur le -plan des idées politiques `déclaration des droits de l'homme`.

- J'étais, il y a peu, dans une ville de France parmi trente-six autres représentants de pays africains dont vingt-six chefs d'Etat `Sommet franco - africain à Vittel les 3 et 4 octobre` et je sentais à quel point il était nécessaire de lancer un appel au monde industriel tout entier, pour qu'il comprenne enfin que le développement des ressources de milliards d'être humains - ils seront des milliards bientôt - qui souffrent de la faim, du froid, de la chaleur, qui souffrent de la misère, qui souffrent de la sous-éducation, qui souffrent d'être réduits à ne pas disposer des matières premières et, quand ils en ont, de les voir livrées à la spéculation internationale, de sorte que quelques bureaux, dans quelques villes du monde industriel, disposent, à eux seuls, du sort de ces peuples. La France a tenu constamment à rappeler, sur toutes les tribunes, que c'était aussi le Nord qui devait assurer son avenir, par une politique de progrès à l'égard du Sud et que ce n'était pas réduire à je ne sais quelle fausse charité l'ensemble des échanges entre le Nord et le Sud, que c'était se servir soi-même, par une conception de notre juste intérêt, tout en assurant par quelques plans audacieux enfin l'espérance - oui - mais aussi la capacité de survivre et de dominer le malheur, dès lors que l'on s'adresse aux deux tiers de l'humanité.\

Je voudrais dire aussi que la position de la France est quelquefois mal comprise même par certains de nos meilleurs amis, dès lors que l'on parle des problèmes de l'armement dans le monde. Je me suis efforcé ici et ailleurs, naturellement je n'ai pas commencé avant-hier, à répéter avec constance un certain nombre d'évidences, enfin je veux dire qui m'apparaissent comme des évidences, et comme je m'aperçois que ce n'est pas encore parfaitement saisi, alors je continue.

- Les euromissiles, qu'il n'y en ait pas un seul sur le sol de l'Europe, je signe des deux mains ! Quand j'en appelle à l'équilibre, j'ajoute toujours, c'est presque devenu une clause de style, encore faut-il le rappeler : au niveau le plus bas possible. Alors que j'ai l'impression que l'interprétation que l'on en ferait serait : au niveau le plus haut possible. Non, au plus bas. Ce qui veut dire que je demande qu'on cesse cette course au surarmement, que l'équilibre que l'on attende se fasse en déplaçant ce que l'on a eu en

course au surarmement, que l'équilibre que j'attends ce n'est pas en déplaçant ce que l'on a qu'on l'atteindra, mais en le réduisant. Qu'il n'y ait pas de contresens sur cette exigence fondamentale ! Je ne veux rien ajouter aux polémiques.

- Je remarque tout simplement, au passage, que les euromissiles compris dans le langage des deux négociateurs, acceptés par eux, donc qu'on doit retenir comme tels puisqu'ils en discutent, c'est-à-dire les partenaires américains et russes, s'appellent les "forces nucléaires intermédiaires". Cela dit bien ce que cela veut dire.

- Les "forces tactiques", personne n'y pense plus beaucoup et d'ailleurs on observe qu'avec beaucoup de largeur de vue, les deux pays qui discutent à Genève sont prêts à les sacrifier. C'est que cela ne les intéresse pas d'une façon considérable.

- Les forces intermédiaires, curieux nom, pour dire tout simplement qu'il s'agit de fusées qui ne traversent pas l'Atlantique, qui sont donc réservées à l'Europe, ce sont les euromissiles.\

Je n'offenserai personne, je l'espère, bien que j'aie parfois l'impression que cela arrive, si je dis que je constate que, pour l'instant, les euromissiles, on nous demande de ne pas en installer d'autres, parfait, mais vous ne pensez pas qu'il n'y en aurait pas un peu trop ? Et si l'on commençait tout simplement par réduire ceux qui existent, cela nous éviterait peut-être d'avoir à imaginer de quelle façon contrôler ceux qui n'existent pas encore !

- Alors là, naturellement, dans le labyrinthe des intérêts politiques contradictoires, les passions et les mots perdent leur sens au passage. Lorsque je parle de la France, parce qu'après tout, si je prends garde, avec le plus grand scrupule, à ne rien dire, pas un mot, qui puisse sembler ni de l'ordre du conseil ni de l'ordre de la suggestion à un pays souverain dans ses affaires, je demande pour la France le même traitement. Mais je m'aperçois que tout le monde, à l'heure actuelle, dispose à ma place du sort de l'armement français.

- Eh bien ! cet armement, ce n'est pas un armement intermédiaire. Vous parlez tous une langue avec une subtilité que j'admire et que je voudrais toujours retrouver dans toutes les régions de France, un beau langage, vous connaissez la force des mots et du vocabulaire. Dès lors que les deux plus grandes puissances, qui négocient sur ces choses, n'ont pas retenu dans leurs discussions, n'ont pas mis sur leur table l'armement qui est le leur, au nom de quoi y mettrait-il le nôtre ? Elle est peut-être un peu simplette cette question mais elle n'arrive pas très bien à pénétrer dans les esprits. Ni les Américains ni les Russes ne discutent entre eux des armements dont ils disposent. Et je me trouve dans cette situation absolument extraordinaire - enfin je risquerais de m'y trouver, mais je ne m'y trouverai pas - de voir deux puissances étrangères décider à ma place de ce dont dispose la France tandis qu'ils n'ont pas mis au même moment sur la table l'armement qui est le leur.

- J'ai l'impression que certains pays voudraient pouvoir intervenir dans la décision. Et alors, ce droit-là, vous le refuseriez à la France, qui n'est pas présente à Genève où elle n'a pas été conviée et où l'on ne discute pas des forces stratégiques ? Je veux dire dans la conférence qui est présente à notre esprit, puisqu'il en est une autre, qui en parle, sans plus d'ailleurs d'activité ou de hâte, et qui en effet pourrait intéresser l'ensemble des pays disposant des forces nucléaires. C'est ce que je suis allé dire à l'Organisation des Nations unies `ONU`, il y a une dizaine de jours.\

Je dis cela, ayant vous le voyez considérablement allongé mon propos, en risquant de bousculer un emploi du temps sagement établi. Mais cela me plaît d'être avec vous et je vous parle comme il m'arrive de parler à mes compatriotes en prenant mon temps et en disant ce que je pense.

- La France appartient au monde qui refuse les euromissiles. Elle appartient au monde qui entend limiter par le bas. Donc réduire les forces en présence. Mais la France n'entend pas "geler", en un moment arbitrairement choisi, sans que l'équilibre par le bas ait été préalablement établi, entendu, décidé, une situation qui créerait pour longtemps un déséquilibre mortel.

- Je parle au nom de mon pays et, je vous le dis très clairement, quelle que soit la décision qui serait prise par d'autres, je m'en tiendrai à la décision que j'ai prise dans la responsabilité qui est mienne.\ Mesdames et messieurs, Liège, on me l'a expliqué tout à l'heure, notamment au musée avec de belles cartes, occupe en Europe, la pointe la plus avancée vers le nord de la langue et de la culture françaises. Voilà pourquoi tout ce qui vous atteint nous touche. Tout ce que vous perdez nous appauvrit. Tout ce que vous gagnez, dans le respect de votre loi, nous rehausse.

- Tout au long de mon voyage en Belgique j'ai insisté sur la solidarité de fait qui unit la Belgique et la

France. Eh bien ! nulle part autant qu'à Liège cette solidarité ne me paraît plus nécessaire. Oui, par delà les controverses politiques ou autres, par delà les contradictions ou les confrontations qui occupent votre pays, et des controverses, des contradictions, nous ne sommes pas en France, croyez-moi, particulièrement économes, dans le respect que j'ai et que je proclame du pays, du pays tout entier qui me reçoit et des lois qu'il se donne, je veux vous dire, du fond du coeur et de la part de la France, notre fidélité en vous-même, notre fidélité du coeur et de l'esprit.

- Oui : Vive Liège ! Vive la Belgique ! Vive la France ! Vive la pérennité de nos liens ! par ce qui fait le meilleur de nos forces et qui vient du temps passé, de la -nature profonde des richesses intérieures, bref, tout ce qui est inaliénable.\